

REFORME DE LA JUSTICE : LES ATTENTES DES FRANÇAIS

Déjà publiés

» N°92 : Front du Nord, Front du Sud

» N°91 : L'opinion publique face aux violences urbaines : une demande de sévérité accrue

» N°90 : Les Français et l'Europe : un divorce en trompe-l'œil

» N°89 : Wallons, Suisses romands et Français : une étonnante communauté de pensée

» N°88 : Le vote des Musulmans à l'élection présidentielle

» N°87 : Les ressorts de la dynamique frontiste dans la 3^{ème} circonscription du Lot-et-Garonne

» N°86 : De Gamaches à Saint-Gilles : la base de l'UMP tentée par des accords avec le FN

» N°85 : Les Français et la politique de défense

» N°84 : Les Français et l'amnistie sociale

» N°83 : Le Rolling : un instrument novateur pendant la campagne présidentielle de 2012

» N°82 : L'effet caché de l'affaire Cahuzac dans l'opinion

» N°81 : Libye : La menace islamiste a survécu à la « Révolution de Jasmin »

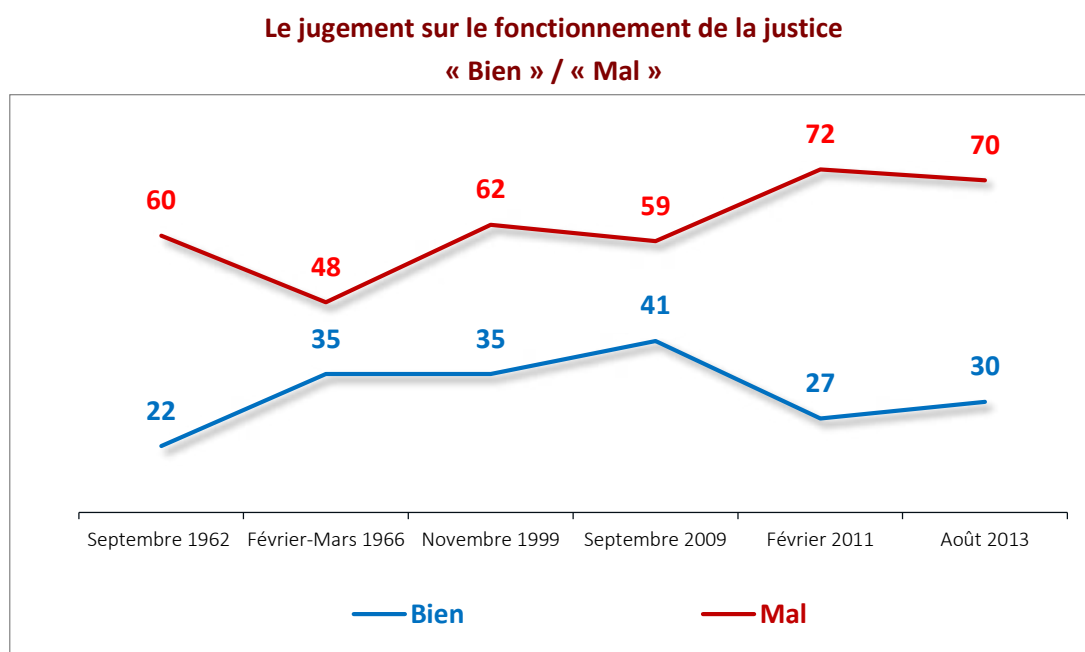
» N°80 : Les éléments d'analyses sur l'échec du référendum alsacien

» N°79 : François Hollande et les catholiques

» Polémique sur la remise en liberté de trois délinquants à Dreux pour cause de manque de place en prison, fait divers impliquant un multirécidiviste en semi-liberté, passe d'armes entre le Ministre de l'Intérieur et la Garde des Sceaux, le débat public a régulièrement tourné autour du fonctionnement de la Justice ces derniers mois. C'est dans ce contexte que l'Ifop a réalisé pour le Figaro une enquête dont les résultats permettent de mieux cerner le rapport et les attentes que les Français entretiennent vis-à-vis de cette institution. Cette étude, comme d'autres conduites il y a quelques années, témoigne d'une forte insatisfaction de nos concitoyens, en attente d'une justice plus sévère et plus ferme.

1- Un fonctionnement de l'institution très décrié

Si en dépit des attaques de l'opposition le jugement des Français sur la Justice ne s'est pas dégradé par rapport à ce qui prévalait à la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy, force est de constater qu'une très large majorité de nos concitoyens (70%) estime que l'institution judiciaire fonctionne mal.



Etude Ifop réalisée en face à face en septembre 1962 / Etude Ifop réalisée en face à face en février et mars 1966 / Etude TNS réalisée en face à face en novembre 1999 / Etude TNS réalisée en face à face en septembre 2009 / Etude Ifop pour Le Figaro réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 10 au 11 février 2011 auprès d'un échantillon de 1003 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Cette opinion ne date pas d'hier contrairement aux discours que l'on entend parfois et qui évoquent une crise de défiance qui se serait emparée de la société française il y a une vingtaine d'années, phénomène fragilisant toutes les institutions. Comme le montre la série historique de données Ifop, le regard que les Français portaient sur leur justice en 1966 (c'est-à-dire, en pleine période des 30 glorieuses) était à peine plus bienveillant qu'aujourd'hui et ils étaient encore plus sévères en septembre 1962, à la fin du conflit algérien (25% de réponses « fonctionne bien »).

Si les clivages générationnels et sociologiques ne sont guère opérants sur cette question, on observe en revanche que les réponses varient sensiblement en fonction de la proximité partisane. Ainsi, par réflexe partisan et dans une logique de soutien au gouvernement, les sympathisants socialistes estiment à 57% que la Justice fonctionne bien (les proches du Front de Gauche, 37% de réponses « fonctionne bien ») et des Verts, 34% seulement ne partageant pas ce jugement et cette volonté de soutien gouvernemental). A l'inverse, les sympathisants de l'UMP, en phase avec les critiques émises par les leaders de droite, sont 79% à penser que la Justice fonctionne mal, le mécontentement atteignant son paroxysme au FN (93% de réponses « fonctionne mal » dont 40% de « fonctionne très mal » contre 18% en moyenne...)

Aux yeux des Français, ce dysfonctionnement trouve en partie son origine dans le manque de moyens dont souffre l'institution. Seules 28% des personnes interrogées estiment en effet que la Justice et les juges disposent de moyens suffisants pour faire correctement leur travail. Les articles et reportages sur l'engorgement des tribunaux, les délais d'attente et la surpopulation carcérale contribuent sans doute à nourrir cette perception.

2- Une justice pas assez sévère

Mais parallèlement, l'insatisfaction des Français est aussi et d'abord à relier avec le sentiment très répandu, et en progrès, que la Justice n'a pas la main assez lourde, et ce concernant tous les types de délit. Comme le montre le tableau suivant, entre 62% et 88% des personnes interrogées considèrent que les peines prononcées ne sont pas assez sévères¹.

	Rappel Janvier 2004 ²	Rappel Février 2011 ³	Ensemble Août 2013	Evolution depuis 2011
• Les crimes sexuels	85%	84%	88%	+4
• La récidive	NP	85%	87%	+2
• Les affaires politico-financières	82%	80%	80%	=
• Le trafic de drogue	80%	76%	79%	+3
• La délinquance des mineurs	60%	71%	74%	+3
• Le grand banditisme	72%	72%	72%	=
• La petite délinquance	52%	59%	62%	+3

Assez logiquement, la demande de sévérité accrue est la plus forte pour les crimes sexuels (88%) et la récidive (87%) alors qu'elle est peu moins prégnante concernant la délinquance des mineurs (74%) ou la petite délinquance (62%). Mais sur ces deux dimensions, qui concernent le plus la vie quotidienne des Français, on constate une progression constante de la demande de durcissement des peines : +14 points par rapport à 2004 sur la délinquance des mineurs et +10 points sur la petite délinquance.

On observe également que le clivage sociologique entre des milieux populaires nettement plus en attente d'un alourdissement des condamnations et des professions libérales et les cadres supérieurs, moins adeptes des solutions répressives, atteint son ampleur maximale précisément sur la délinquance des mineurs, le grand banditisme et la petite délinquance.

% de réponses « Les peines ne sont pas assez sévères concernant ... »

	Professions libérales, cadres supérieurs	Ouvriers / Employés	Ecart
Les crimes sexuels	84%	93%	+9
La récidive	78%	90%	+12
Les affaires politico-financières	76%	86%	+10
Le trafic de drogue	61%	82%	+21
La délinquance des mineurs	58%	81%	+23
Le grand banditisme	50%	81%	+31
La petite délinquance	49%	72%	+33

¹ Cette demande de sévérité se manifeste également sur d'autres sujets : 56% des Français ont ainsi jugé que le gouvernement n'avait pas été assez ferme lors des violences urbaines de Trappes et sur un autre registre, 73% d'entre eux se disaient défavorables au projet d'amnistie sociale lorsqu'il fut discuté en mai dernier.

² Enquête Ipsos pour LCI / Le Point réalisée par téléphone les 9 et 10 janvier 2004 auprès d'un échantillon de 962 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

³ Etude Ifop pour Le Figaro, réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 10 au 11 février 2011 auprès d'un échantillon de 1003 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Si les électeurs de droite et du FN se situent en pointe concernant la demande de sévérité accrue de la part de la Justice, on constate parallèlement que cette demande est également majoritaire dans l'électorat socialiste : 63% pour ce qui est de la délinquance des mineurs et 55% pour la petite délinquance.

C'est sans doute en partie sur la base de ce constat que Manuel Valls a décidé d'« engager un bras de fer » avec Christiane Taubira et de se présenter comme le champion de la « fermeté républicaine ».

3- Le débat Valls / Taubira

La récente passe d'armes entre les deux ministres régaliens à propos de la réforme de la loi pénale s'est notamment concentrée sur deux sujets sensibles : la création de places de prison supplémentaires et le recours aux mesures alternatives à l'emprisonnement. Interrogés à ce propos, les Français ne tranchent pas, loin s'en faut, en faveur de l'un ou l'autre des deux scénarii. Ils adhèrent au contraire très massivement tant à la construction de nouvelles prisons (81%, et 79% dans l'électorat socialiste alors que le gouvernement a donné un coup d'arrêt au programme de constructions initié par la précédente majorité) qu'au développement de solutions alternatives à l'emprisonnement (bracelet électronique, travaux d'intérêts généraux) pour les peines ne dépassant pas quelques mois (79%, et 87% chez les sympathisants du PS).

Peu sensibles aux arguments idéologiques et davantage guidées par le bon sens, les personnes interrogées voient sans doute dans ces deux mesures des solutions concrètes pour répondre au problème majeur de la surpopulation carcérale. Cette nécessité de répondre urgemment à ce problème explique sans doute en partie le paradoxe apparent entre la dénonciation de l'insuffisante sévérité de la Justice vis-à-vis de la petite délinquance, relevée précédemment, et la très large adhésion au recours à des mesures alternatives à l'emprisonnement. Cette contradiction apparente provient également sans doute du fait que nous ayons limité dans la formulation de la question le recours à des solutions de substitution uniquement dans le cadre de peines ne « dépassant pas quelques mois », ce qui renvoie dans l'imaginaire collectif à des petits délits. Si nous avions testé le même item mais pour des peines allant jusqu'à deux ans (comme la loi en vigueur le prévoit) l'adhésion aurait sans doute été plus élevée.

Si l'on s'en tient maintenant non pas aux propositions mais aux personnalités, Manuel Valls est plus populaire que Christiane Taubira. 61% des Français se disent en effet satisfaits de lui en tant que Ministre de l'Intérieur contre 39% seulement pour la Garde des Sceaux⁴. Cet écart de 22 points est tout à fait conséquent mais il ne doit pas être sur-interprété en termes de poids politique au sein de l'équipe gouvernementale.

En effet, comme on peut le voir sur le tableau suivant, les deux ministres bénéficient du même niveau de soutien dans l'électorat de gauche, où Christiane Taubira, de par son combat en faveur du mariage gay et sa pugnacité face aux attaques de la droite, est très populaire. Manuel Valls ne creuse en fait l'écart qu'auprès des sympathisants de l'UMP et du FN, très hostiles à la ministre guyanaise.

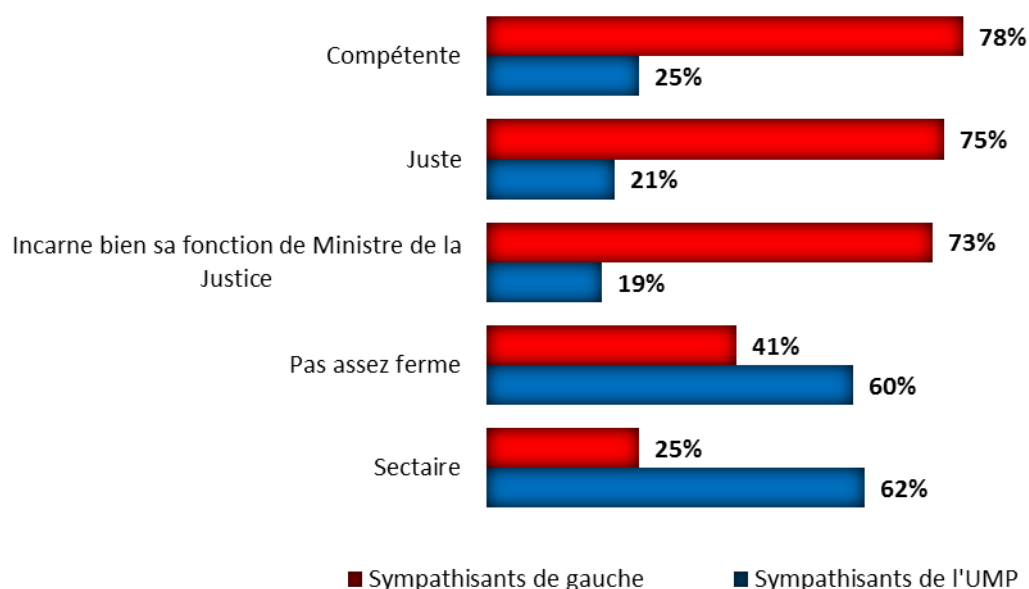
⁴ Sondage Ifop pour le JDD réalisé du 12 au 14 août 2013 auprès d'un échantillon de 963 personnes

La satisfaction à l'égard de l'action ministérielle

	Manuel Valls	Christiane Taubira	Ecart
Ensemble des Français	61%	39%	+22 pts
Sympathisants de gauche	75%	72%	+3 pts
Sympathisants de l'UMP	58%	13%	+45 pts
Sympathisants du FN	47%	19%	+26 pts

L'analyse des traits d'image de la Garde des Sceaux dans l'enquête pour le Figaro confirme que l'image de Christiane Taubira est très « clivante ». Autant l'électorat de droite la juge volontiers incompétente, sectaire et pas assez ferme, autant son portrait est bien plus flatteur à gauche.

Les traits d'image associés à Christiane Taubira



C'est fort de cet atout que la Garde des Sceaux défendra ses positions dans le débat passionné qui s'annonce sur la réforme de la loi pénale.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.
Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises
jerome.fourquet@ifop.com